Parti Communiste Révolutionnaire de France

COORDINATION communiste NORD | PAS DE CALAIS

Le capitalisme, c'est la guerre !

Déclaration commune

du Parti Communiste Révolutionnaire de France (PCRF) et de la Coordination Communiste / RCC (CC59)

Le lancement d'une soixantaine de missiles contre une base militaire syrienne par l'administration Trump est un nouvel indice du caractère dangereux pris par la situation internationale à la suite de l'aiguisement des contradictions du système impérialiste confronté à une crise chronique de surproduction et d'accumulation.

En termes de droit international, même bourgeois, il s'agit purement et simplement d'un acte de guerre, d'une agression impérialiste.

Le gouvernement des États-Unis menace maintenant la RPDC (Corée du Nord) de raids militaires, et organise des manœuvres militaires de grande envergure avec la Corée du Sud, dont le but est clairement de préparer une agression contre la RPDC et l'assassinat de ses dirigeants. Cela confirme que l'élection de Trump ne change en rien le fait que l'impérialisme des États-Unis reste l'impérialisme des États-Unis, et que les monopoles capitalistes de ce pays continuent à dicter la politique intérieure et extérieure du pays.

C'est particulièrement vrai pour les groupes monopolistes en rapport avec l'exploitation directe ou indirecte des hydrocarbures, des voies de circulation et de communication, de l'agro-alimentaire et de l'industrie d'armement.

Rappelons que depuis janvier dernier, le gouvernement Trump a annoncé son intention de relancer la course aux armements nucléaires, et de renforcer l'OTAN, même s'il cherche à faire augmenter les dépenses militaires de ses alliés.

En fait, l'administration en place n'est en rien, quant au fond, différente de celles qui l'ont précédée : le programme belliciste d'Hillary Clinton, comme la politique d'Obama, et avant lui de Bush, obéissent au même objectif sous des apparences différentes : préserver la domination de l'impérialisme US sur le monde.

La menace de guerre mondiale qui s'accélère ne date pas de ces derniers jours. De fait, le renversement du socialisme en URSS et dans les pays d'Europe de l'Est et du Centre, s'il a mis fin à la « guerre froide », a par contre permis l'expression sans frein des contradictions de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, les mêmes qui par deux fois au siècle dernier ont débouché sur la Guerre mondiale.

Les guerres contre l'Irak, contre la Yougoslavie, sa liquidation comme État, et contre l'Afghanistan, ont ouvert la voie à la violation des Traités et des accords internationaux, à la remise en cause des frontières existantes comme de la souveraineté des États.

En bref, cela veut dire que la guerre est plus que jamais « la poursuite de la politique par d'autres moyens », ceux de la destruction des forces productives humaines et matérielles pour tenter de résoudre en vain la crise du capitalisme à son stade impérialiste. La loi du dévelop-pement inégal aiguise les contradictions inter-impérialistes et pousse, dans un même mouvement, à la suppression des concessions sociales et démocratiques faites hier face aux luttes sociales, et, en politique extérieure, à renouer avec la politique de guerre pour s'emparer des sources de matières premières stratégiques, des marchés, et pour le contrôle des voies de communication et de transport.

Les fauteurs de guerres

L'impérialisme états-unien a avancé son plan de restructuration du Moyen-Orient. C'est dans ce contexte qu'il faut analyser les prétendus « printemps arabes ». La Libye a été l'objet d'une agression du même type que l'Irak en 2002, et aujourd'hui, son peuple vit un calvaire inimaginable. La guerre a touché le Bahreïn et s'est étendue au Yémen par le truchement du Qatar et de l'Arabie Saoudite. Mais c'est la Syrie qui est la cible principale, en raison de son opposition à certains projets de transport du gaz et du pétrole par tube, au fait qu'il apparaît que dans son espace maritime, elle recèlerait une des plus grosses réserves de gaz naturel, mais aussi pour son soutien permanent à la cause palestinienne et son refus de capituler face à l'État sioniste israélien.

La déstabilisation de la région résulte de ce plan des USA, soutenu par l'OTAN et l'Union européenne, s'appuyant sur l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Turquie, et réactivant les groupes contre-révolutionnaires fascisto-islamistes, entraînés et armés par les États-Unis, la France, Israël et l'OTAN, pour lutter contre le gouvernement souverain révolutionnaire afghan dans les années 1980, puis contre le gouvernement algérien. Cela a entraîné des contradictions nouvelles, avec l'expression de revendi-cations politiques propres de la part de l'Arabie Saoudite, du Qatar et de la Turquie.

Ces groupes terroristes sont puissamment armés, disposent de moyens considérables, collaborent avec les groupes monopolistes des hydrocarbures ou avec ceux du BTP comme Lafarge, Vinci, Eiffage, Alstom, etc. Ils pratiquent les attentats terroristes criminels dans tous les pays où ils

sévissent contre les populations musulmanes, mais aussi comme l'ont montré les attentats en France, en Grande-Bretagne, en Belgique, en Allemagne, en Suède, etc. pour faire pression sur les gouvernements en leur nom propre ou au nom de leurs commanditaires. Ils perçoivent une aide logistique de la part de l'État sioniste israélien, ce dernier ayant procédé à plusieurs reprises au bombardement du territoire syrien.

Dans le même temps, la guerre s'est rallumée, après la destruction de la Yougoslavie, sur le continent européen, avec le coup d'État organisé par les États-Unis et l'Union européenne en Ukraine, en s'appuyant sur des groupes paramilitaires fascistes, héritiers des nazis et des banderistes.

Quelques jours avant les frappes contre la Syrie, le gouvernement de Kiev, piétinant, une fois de plus, ses engagements, avec le soutien de l'Union européenne, reprend la guerre contre sa propre population. Suite au sommet de l'OTAN de juillet 2016, qui prévoyait une augmentation importante des contributions des États membres – sauf les États-Unis -, des troupes on été déployées en Pologne et dans les Pays Baltes, et les sanctions contre la Russie ont été aggravées.

L'impérialisme français dans le camp de la guerre

Représentant l'impérialisme français, les gouvernements sous les présidences Sarkozy et Hollande ont été particulièrement en pointe dans les agressions impérialistes de la dernière période, comme dans la gestion des conséquences des agressions antérieures. L'impérialisme français porte la responsabilité de l'assassinat d'un chef d'État étranger, Mohamed Kadhafi, et du chaos en Libye.

En Syrie, l'impérialisme français se distingue par sa volonté de reconquérir ses positions de l'époque coloniale. Dès le début, et la continuité a été totale entre Sarkozy et Hollande, la France a œuvré pour qu'éclate la guerre civile qui s'est internationalisée par la venue d'éléments étrangers mercenaires.

Pleurnicher sur le départ de jeunes français dans les rangs des terroristes d'Al Nosra ou de Daech à partir des attentats contre Charlie Hebdo ou du 13 novembre, relève d'une singulière hypocrisie quand pendant quatre ans, et Juppé et Fabius (qui disait : *« Les gars d'Al Nosra font du bon boulot en Syrie »*), ont chanté les louanges des prétendus « rebelles », exaltant leurs faits d'armes.

Alors, que dire du fait qu'après les attentats en France, l'ennemi désigné et visé par Paris est resté le gouvernement syrien contre lequel tout a été tenté pour le renverser, pour l'empêcher de reprendre la situation en main ? Car, surtout après les cessez-le-feu de différents groupes en Syrie, ce sont les mêmes qui poursuivent la guerre en Syrie, terrorisant les populations civiles, et qui organisent les attentats à Paris !

Les faits démontrent qu'avant toute enquête, le gouvernement français, comme Washington, Berlin, Londres, l'OTAN/UE, a désigné le gouvernement syrien, comme ayant utilisé des armes chimiques contre les zones tenues par les « rebelles ».

De la même manière la bataille d'Alep a fait l'objet d'une intense campagne médiatique pour soutenir les terroristes, mais c'est le silence sur la bataille de Mossoul qui écrase les populations civiles sous les bombes US et françaises !

Il faut souligner que l'impérialisme français est, avec l'impérialisme américain, un des États les plus engagés dans les ingérences et les agressions : Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, mais aussi Centre-Afrique, Tchad, Mali, Mer Rouge, Nigeria, etc. Il soutient la politique des États-Unis en Corée, il arme et entraîne les États pourvoyeurs du terrorisme islamiste, salafiste ou wahhabite, du Qatar et de l'Arabie Saoudite, tout comme il soutient les milices fascistes en Ukraine, joue le rôle de boutefeu contre la Russie, et est à la pointe de la politique de sanctions de l'UE dans le sillage des USA. Au Yémen, il soutient la guerre menée par les Saoudiens. Et il est un des principaux pourvoyeurs d'armes à tous les États réactionnaires. Il participe activement à l'OTAN, pièce maîtresse du dispositif militaire US et de l'alliance entre l'Union Européenne et les USA.

Pour l'unité d'action des communistes
contre la guerre et pour la paix

Les communistes de France, malgré leur dispersion et leurs divergences, ne sauraient, face aux menaces de guerre tant locales que généralisées, rester les bras croisés ou réagir de manière sectaire.

La lutte contre la guerre est une donnée fondamentale, existentielle, du combat des communistes contre le capitalisme à son stade impérialiste, comme l'ont montré Lénine et les bolcheviques. Face à la menace réelle de guerre impérialiste, les communistes doivent s'unir, pour contribuer à un large rassemblement de la classe ouvrière et des masses populaires pour empêcher la bourgeoisie, tant française qu'internationale, de plonger le monde dans la barbarie.

Ce combat est un combat de classe, car cette bataille est fondamentalement une bataille contre le grand Capital, contre l'impérialisme.

C'est une bataille contre les dépenses militaires qui gonflent les profits et accroissent l'austérité contre les travailleurs.

C'est une bataille contre l'Union Européenne et l'OTAN, instruments politico-militaires contre-révolutionnaires des impérialistes contre la volonté d'émancipation des peuples, contre l'aspiration de la classe ouvrière à se libérer de l'exploitation capitaliste et à la société socialiste-communiste dont le monde a besoin pour régler les problèmes du développement social à venir.

Les organisations soussignées appellent les syndicalistes de lutte de classe, les communistes organisés ou non, les progressistes, tous ceux qui ont conscience qu'il est temps de s'opposer à la marche vers la guerre, à se rencontrer, à discuter, à organiser ou réorganiser un mouvement populaire pour la paix. C'est une tâche qui ne peut plus attendre, l'avenir de l'humanité en dépend !

Paris, le 18 avril 2017

Contact *:* Consultez nos sites

www.pcrf-ic.fr ***et*** **www.rassemblementcommuniste.fr**

Imprimé par nos soins – Ne pas jeter sur la voie publique